

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

VALENCE, le 09/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANULATS VICAT

1300 route d'Aiguille
26500 Bourg-lès-Valence

Références : 20231026-RAP-DACA1015
Code AIOT : 0006100522

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2023 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté ARMAILLER 1300 route d'Aiguille 26300 Châteauneuf-sur-Isère. L'inspection a été annoncée le 18/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT
- ARMAILLER 1300 route d'Aiguille 26300 Châteauneuf-sur-Isère
- Code AIOT : 0006100522
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société Granulats Vicat est autorisée par l'arrêté n°2019087-0004 du 28 mars 2019 pour une durée de 30 ans. La production maximale annuelle est de 800 000 tonnes et la surface autorisée est de 73 ha 77a 52 ca.

Cette carrière est présente au sein de la zone d'activité de l'Armailler avec une installation de traitement de matériaux, des installations d'enrobage, de fabrication de préfabriqués béton et une centrale à béton qui utilisent les matériaux du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Accès à la carrière
- gestion des eaux
- prévention des pollutions
- remblaiement
- sécurité (rupture barrage)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
1	Sécurité vis-à-vis des barrages hydrauliques	Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 4.2	Lettre de suite	3 mois
2	Accès à la carrière et clôtures	Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 5	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 6.3	Sans objet
4	Merlon paysager	Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 6.4	Sans objet
5	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 8.2	Sans objet
6	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 10.1	Sans objet
7	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 10.2	Sans objet
8	Traçabilité des TEX et sédiments Déclaration au registre national RNDTS	Autre du 28/12/2020, article R. 541-43-1.-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La principale remarque porte sur la sécurisation du belvédère présent pour voir une vue d'ensemble de la carrière avec présence de passage entre la clôture et le garde-corps.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécurité vis-à-vis des barrages hydrauliques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure d'évacuation
Prescription contrôlée : [...] Une procédure interne d'évacuation du site sera établie pour l'ensemble du personnel et du

public [...]
Constats : Une procédure a été présentée à l'inspection mais l'exploitant a indiqué qu'elle devait être complétée en lien avec les communes de Bourg-les-Valence et de Châteauneuf-sur-Isère. Dans le dossier de demande d'autorisation de 2018, le risque de rupture de barrage a été identifié (via le dossier départemental des risques majeurs). Le site est concerné par la rupture du barrage de Vouglans (submersion par le Rhône) et par les barrages de Roselend, Tignes, Monteynard, Sautet et Grand'Maison (submersion par l'Isère).
Non conformité 1 : L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour sa procédure en lien avec les demandes éventuelles des communes de Bourg-les-Valence et de Châteauneuf-sur-Isère.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Accès à la carrière et clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Accès à la carrière et zones dangereuses
Prescription contrôlée : L'accès à la voie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Un portail interdit l'accès au site en dehors des heures d'ouverture. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées sur les chemins d'accès aux abords des travaux et installations, et à proximité des zones clôturées.
Constats : L'accès et la sortie du site sont distinctes afin d'éviter les croisements. Un portail est présent à l'entrée du site et une vidéosurveillance est présente en différents point du site. Une clôture est présente toutefois quelques mètres linéaires sont manquants de part et d'autre du belvédère qui est accessible pour les riverains. Des panneaux signalant le danger sont présents le long des clôtures.
Non conformité 2 : Un prolongement de la clôture de part et d'autre du belvédère est à réaliser afin d'être plus dissuasive et éviter que des personnes et engins motorisés puissent accéder au site. Cet aménagement doit être réalisé dans les meilleurs délais et une information sera faite à l'inspection sous un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : Dans les meilleurs délais et confirmation de la réalisation sous 1 mois

N° 3 : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Récupération des eaux de ruissellement
Prescription contrôlée :

<p>Concernant les surfaces imperméabilisées, un bassin situé au point bas du site de l'Armailler, à proximité de l'installation de traitement, récupère les eaux de ruissellement. L'ensemble des eaux ruisselant sur les pistes imperméabilisées du site sont collectées et dirigées vers ce bassin, d'une superficie d'environ 250 m².</p> <p>Les eaux récoltées au sein de ce bassin sont ensuite réutilisées dans le processus de traitement (lavage) des matériaux au moyen d'un système de pompage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Plusieurs bassins de récupération des eaux de ruissellement sont présents au sein de la carrière et de l'installation de traitement. Les eaux sont réutilisées pour le lavage des matériaux.</p> <p>Le bassin d'environ 250 m² est présent. Une grande quantité de végétation est présente dans ce bassin qui pourrait être curé.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Merlon paysager

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 6.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Présence du merlon paysager</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un merlon végétalisé d'environ 790 mètres de long, sera mis en place en limite nord de l'extension sollicitée, dès l'obtention de l'autorisation préfectorale sollicitée.</p> <p>Sa végétalisation sera constituée d'une alternance d'arbres de haut jet et d'espèces à développement intermédiaire choisis dans des espèces locales adaptées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le merlon paysager a été planté et il est présent au Nord de la carrière de part et d'autre de la route.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Remblayage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 8.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un suivi informatique des matériaux entrant en remblaiement de la carrière. Un plan définit les différents secteurs de remblaiement (quadrillage de 30 m x 30 m). Ces secteurs sont délimités sur site via des panneaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ne seront pas réalisés dans le périmètre de la carrière. Il n'y aura pas de stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols dans le périmètre de la carrière. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats : Le ravitaillement des engins, leur entretien et le stockage des produits susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est réalisé au sein de l'installation de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2019, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : L'utilisation d'eaux pour des usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques, doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie (par exemple lorsque la température et les qualités de ces eaux le permettent : recyclage, etc.). Afin de maîtriser et limiter la consommation en eau du site, les eaux utilisées pour l'arrosage des pistes et le dispositif de lavage des roues sont, de façon prioritaire, des eaux recyclées provenant du bassin de récupération des eaux du site. Cependant, de façon ponctuelle et limitée dans le temps et en cas d'assèchement de ce bassin ou en cas de besoin spécifique (maintenance du réseau par exemple), l'eau nécessaire peut provenir directement des eaux pompées par la station de pompage présente sur le site Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.
Constats : Plusieurs bassins de récupération des eaux pluviales sont présents au sein de la carrière ou de l'installation de traitement des matériaux. Le forage est présent et réglementé au sein de l'installation de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Traçabilité des TEX et sédiments - Déclaration au registre national RNDTS

Référence réglementaire : Autre du 28/12/2020, article R. 541-43-1.-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, TEX – Transmission au RNDTS
Prescription contrôlée :

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.

Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.

Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la Défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la Défense.

La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsqu'elle respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.

La gestion du registre national des terres excavées et sédiments peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I.

Les données présentes dans le registre national des terres excavées et sédiments demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

Constats :

L'exploitant a mis en place le suivi des matériaux et déchets inertes entrant au sein de sa carrière ou de l'installation de traitement via le Registre National Des Terres excavées et Sédiments.

Il est à noter qu'en amont de la livraison de matériaux et déchets inertes toutes les demandes se font en amont via le site internet de la société Granulats Vicat.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet